



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois,

17 JAN. 2012

Unité territoriale du Loir et Cher

AXEREAL Union des Coopératives
Agricoles
Silos de stockage de grains de
Saint-Romain
Saint-Romain sur Cher
Projet de prescriptions
complémentaires

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPE)**

I. Objet

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, préconise de nouvelles dispositions applicables aux installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2160, notamment la mise en œuvre de mesures propres à supprimer ou réduire la probabilité et les effets des accidents redoutés (risques d'explosion notamment).

Ainsi, des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation actuellement en vigueur doivent être apportées afin de prendre en compte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, les engagements de l'exploitant et les aménagements déjà réalisés afin de se conformer à l'arrêté ministériel précité.

II. Rappel du contexte administratif

L'établissement est autorisé au titre de la réglementation des installations classées par les arrêtés préfectoraux n°6/85 du 10 avril 1985 et n°00-4105 du 27 novembre 2000. Le site comporte un dépôt d'engrais, un séchoir, un silo vertical métallique et un silo vertical béton.

Ce dernier est défini en tant que silo à enjeux très importants, l'ancienne route nationale 76 (RD176) présentant un trafic supérieur à 2000 véhicules passant à proximité de l'installation ainsi que la voie ferrée assurant la liaison entre Tours et Vierzon.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, une étude de dangers a été déposée le 27 avril 2006 complétant celle déposée le 22 novembre 2001, ce premier dépôt ayant été consécutif à une extension des activités de stockage de céréales encadré par l'arrêté préfectoral du 27 novembre

2000. Au regard des effets des scénarios d'explosion, un complément à cette étude a été déposé le 11 octobre 2006.

La réalisation d'une analyse critique de certaines conclusions de cette étude, principalement relatives au découplage, à l'éventage et aux hypothèses retenues par l'exploitant pour déterminer les effets d'une explosion sur le silo béton, a été prescrite par arrêté préfectoral du 5 mars 2007. Cette analyse a été menée par la société TECHNIP et a conduit au rapport du 29 juin 2007. AXEREAL (société coopérative LIGEA à l'époque) l'a transmis par courrier du 5 octobre 2007, accompagnée d'un document présentant les commentaires de l'exploitant sur ce rapport.

Une visite d'inspection ciblée sur le silo béton menée en décembre 2008 a conduit l'inspection des installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, notamment la mise en œuvre des dispositions d'éventage et de découplage visant à limiter les risques de propagation d'une explosion (arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 avril 2009).

En mai 2010, AXEREAL a transmis une nouvelle mise à jour de l'étude de dangers intégrant les éléments de l'analyse critique réalisée par le bureau d'études TECHNIP. L'examen de cette mise à jour par l'Administration a conduit l'exploitant à confier à l'INERIS l'élaboration d'un nouveau complément afin d'examiner la validité des scénarii retenus par TECHNIP et AXEREAL, de calculer les distances d'effets des explosions primaires ou secondaires retenues, de coter en gravité les scénarii et de les positionner dans une matrice de criticité.

Enfin, en décembre 2011, dans l'attente de la mise à jour finalisée de l'étude de dangers qui sera prochainement transmise, l'exploitant a transmis un complément établi par l'INERIS accompagné des commentaires d'AXEREAL et des options techniques retenues par l'exploitant afin de satisfaire aux exigences réglementaires en vue de supprimer ou réduire les conséquences d'une explosion au sein des installations.

III. Propositions et conclusion de l'inspection

Au regard de l'étude de dangers et des compléments à cette étude produits par l'exploitant, en dernier lieu en décembre 2011, des engagements de ce dernier et des mesures complémentaires que l'inspection des installations classées juge nécessaires afin de réduire ou supprimer les risques au sein de l'installation, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher d'imposer à AXEREAL Union des Coopératives Agricoles, les prescriptions complémentaires relatives aux stockages de céréales et concernant notamment les mesures de prévention d'incendie et d'explosion.

En application de l'article R512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques auquel l'inspection des installations classées propose de remettre un avis favorable.

Copies : - DREAL Centre (SEIR),
Pièces jointes : - projet d'arrêté préfectoral

Présent
pour
l'avenir